



" SÉCURITÉ ET PUISSANCE "

Sujet d'étude 2015-2016
Rapport du Comité d'études de l'AR 16¹

¹ Le Comité d'études était co/présidé par **Emmanuel DUPUY** (SN45 CHEAR) et **Maryse VISEUR** (SR188).
Rapporteur **Bernard LABAUGE** (CNC 2012).
Le Comité d'études était composé de : **Jacques BAYSSELANCE** (SR116), **Jean-Charles BESSON** (SR155), **Martine FALCONE** (SR128), **Nora FRAJ**, **Pascal JANER** (SR195) et **David MORTELETTE** (SR183).

Sommaire

- Remerciements
- En guise de préambule : sécurité et protection, entre le soldat et le diplomate.
- **1-Retour au réel : le besoin de sécurité**
 - Menaces, risques, protection.
 - Puissance, État-nation, souveraineté.
 - Comment décider du degré de protection « nécessaire et suffisant » ?
- **2-Puissance, État-nation, souveraineté**
 - La multiplication des acteurs du jeu international.
 - Les dangers de l'hubris occidentale
- **3- Mise en perspective historique du sujet : la France déstabilisée dans un monde métamorphosé**
- **4-Transformée, la puissance n'a pas disparu**
- **5-Nos propositions**
 - Justifications.
 - Créer un Organe de Protection Nationale.
 - Conclusion.
- **Annexe :**
 - Calendrier des réunions du groupe

Le comité tient à remercier :

- le Préfet honoraire PATRICE MOLLE
- le Général LALANE-BERTOUTICQ
- le Colonel ERIC TARANSAUD.

La qualité de leurs interventions nous ont permis de mieux appréhender le sujet et d'approfondir nos réflexions en nous ouvrant de nouvelles perspectives.

Sécurité et Puissance

Quel lien unit la sécurité à la puissance dans un environnement où la puissance devenue "structurelle", ne peut plus systématiquement garantir la sécurité ?

- En guise de préambule : entre le soldat et le diplomate

Le thème de cette année s'intitule Sécurité et Puissance dans le texte proposé par l'IHEDN. Dans une logique d'interrogation, si l'un est la réponse à l'autre, un hiatus est en train de se créer. Interrogation entre deux opérateurs traditionnels, le soldat et le diplomate. Le soldat ne se mêle-t-il pas de diplomatie ? Le diplomate n'est-il pas lui-même un palliatif à l'action militaire ? Si l'action militaire est nécessaire dans les débuts d'un conflit, il faut penser à l'après Gagner la paix est plus difficile que gagner la guerre De plus, des acteurs non étatiques deviennent, soit des acteurs de cohésion, soit des acteurs de dislocation.

D'autre part, les notions de Sécurité et de Puissance, où la Puissance est le gage de la Sécurité d'un État, avaient du sens dans les cas de guerres symétriques ou antiétatiques. Avec les guerres asymétriques, un État peut être puissant et être déstabilisé par des groupes tout petits qui peuvent administrer des piqûres très violentes et le mettre dans une logique de faiblesse. L'attentat du 11 septembre 2001, l'attentat contre Charlie Hebdo, la tuerie en Suède... en sont des exemples.

Ces deux constats peuvent nous aider à structurer le sujet. D'abord, la puissance (entendue comme militaire) est-elle la garantie de la sécurité. Ensuite, plutôt que de puissance, doit-on parler d'hyperpuissance ou de puissance relative, de sous-puissance, voire d'impuissance. Si la puissance est un élément partagé par beaucoup, l'hyperpuissance est un phénomène partagé par moins d'États. Les États hyperpuissants sont-ils davantage protégés que les États de puissance moyenne ?

- 1-Retour au réel : le besoin de sécurité

En cette fin de premier semestre 2016, nous avons, certes, le sentiment d'avoir progressé par rapport aux hommes préhistoriques. Nous pouvons voyager dans l'espace, sans doute, mais nous ne savons pas encore voyager dans le Temps. Ainsi, nous avons toujours peur d'un avenir, compliqué, imprévisible, infini.

Nous pouvons seulement jeter un coup d'œil par-dessus notre épaule pour étudier le passé, afin d'assimiler les enseignements de l'Histoire et en tenir compte. Pourtant, il ne semble pas que nous ayons fait beaucoup de progrès en ce qui concerne les qualités humaines et les institutions.

Pierre Hassner² explique que le monde actuel exige une grille de lecture adaptée pour mieux appréhender les incertitudes politiques et les formes nouvelles de violence. "*Ce qui propulse les passions au premier rang, c'est tout autant que leur propre force, la faiblesse de l'environnement idéologique et institutionnel, l'usure des doctrines, l'abondance hétérogène et contradictoire des défis qui peuvent amener à l'immobilisme ou à la fuite en avant*"³.

La nature a horreur du vide, le vide physique, comme le vide idéologique. Le radicalisme religieux nourrit un système fondé sur l'absolue soumission à un dieu unique. Le récit de ce

² Pierre Hassner - La Revanche des passions. Métamorphoses de la violence et crises du politique. Fayard. 2016.

³ Commentaire n° 152 Hiver 2015-2016 - Pierre Hassner. Le nouveau monde des passions.

nouveau totalitarisme qui menace les démocraties, est rédigé en français, avec une ironie féroce, par l'écrivain algérien Boualem Sansal⁴, dans un roman à succès.

- Retour au réel : sécurité, sûreté, protection

Sécurité : se sentir en sécurité relève d'un sentiment, d'une perception, de l'état d'esprit de se croire à l'abri, en l'absence réelle de dangers.

Sûreté : c'est la situation d'une personne, d'un groupe, d'une entreprise, d'une chose qui est là l'abri du danger ou dont les actions ne risquent pas d'échouer.

Protection : il y a les protections civiles et les protections sociales⁵.

Les protections civiles garantissent les libertés fondamentales et assurent la sécurité des biens et des personnes dans le cadre d'un État de droit. Les protections sociales "*couvrent*" contre les principaux risques de déchéance : maladie, accidents, vieillesse, aléas de l'existence. Depuis la fin de la seconde guerre mondiale, à ce double point de vue, nous sommes, en France, en Europe, en Occident, dans les sociétés les plus sûres qui n'aient jamais existé.

En outre, le risque de guerres interétatiques avec des morts et de blessés se chiffrant par millions et des destructions considérables, s'est éloigné de l'Europe occidentale. Comme restent éloignés de nous la plupart des conflits actuels, "asymétriques", qui sont des guerres civiles ou des guerres de religion (Sunnites-Chiïtes), ainsi que les interventions des forces françaises en OPEX, actuellement au Sahel, au Mali, en Centrafrique, sous mandat de l'ONU.

La Marine nationale assure une présence permanente, interarmées et interalliée, sur toutes les mers du globe, puisque la France possède le deuxième espace maritime au monde, après celui des États-Unis. Notre espace maritime est du reste mieux réparti que celui des USA, car présent sur tous les océans, à l'exception du Pôle Nord. De fait, la Marine française assure depuis les années 1960, la Mission CORYMBE dans le Golfe de Guinée. Cette mission est destinée à assurer la protection des intérêts de la France, les ressources en pétrole, gaz, charbon, uranium, ainsi que et la sécurité des quelque 80 000 ressortissants français qui vivent dans les pays africains limitrophes. En outre, la Marine nationale assure la surveillance des routes maritimes, la lutte contre l'immigration (passeurs), contre la pêche illégale, les trafics d'armes et de drogue, la piraterie... et coopère avec les forces locales.

L'armée de l'Air joue aussi un rôle très important, pas seulement dans l'accompagnement et l'appui de l'Armée de Terre lors de ses opérations sur le terrain, mais aussi pour la surveillance permanente du ciel français et des intérêts de la France dans l'Espace.

- Retour au réel : menaces, risques

Les préoccupations sécuritaires restent toujours présentes. "*En matière de sécurité, l'entreprise est une cible comme les autres, d'autant plus exposée qu'elle est insérée dans un ensemble d'interdépendances nationales et internationales. Comme les individus, elle est confrontée à des menaces de plus en plus variées*"⁶. Les entreprises sont confrontées à des vols de matériels et de valeurs, des vols de données, à l'espionnage économique, désinformation, cyber attaques, chantages, enlèvement de personnels, prise d'otages, attaques terroristes sur les lieux où vivent et travaillent des salariés...

⁴ Boualem Sansal - 2084 - La fin du monde. Éditions Gallimard. 2015.

⁵ Robert Castel - L'insécurité sociale - Qu'est qu'être protégé ? La République des idées. Éditions du Seuil. 2003.

⁶ Cahiers de la Sécurité et de la Justice - N° 34. Protéger les entreprises - La sécurité économique. INHESJ mai 2016.

Ces menaces sont d'autant plus redoutables que l'État islamique (Daech) nous considère désormais comme des ennemis. 2015 a été marquée en France et 2016 en Belgique, par des attentats terroristes spectaculaires. Ces attentats médiatisés font passer sous silence les attentats en Syrie, en Irak, au Liban, en Turquie, en Afrique qui sont responsables de milliers de victimes et à l'origine de la vague de centaines de milliers de réfugiés en direction de l'Europe. Le nombre important de victimes montrent la nécessité de disposer de forces de l'ordre suffisantes en nombre, avec le meilleur niveau de professionnalisme : police, gendarmerie, forces armées, administration pénitentiaire, douanes...

En résumé, mieux vaut être bien armé, bien équipé, afin de d'inspirer le respect et disposer de service de renseignements efficaces, pour savoir ce qui se passe et pour apporter les réponses appropriées aux situations, avec mesure et doigté.

- Comment décider du degré de protection « nécessaire et suffisant » ?

Le paradoxe est que l'insécurité moderne, ce n'est pas l'absence de protection, c'est la recherche éperdue d'un "*toujours plus*" de sécurité. Comme le rappelle Robert Castel, "*être protégé, c'est donc être menacé de ne plus l'être*" ! Parce que les systèmes de protection sont faillibles, en conséquence de l'affaiblissement de certains services publics, pour cause de recherche de rentabilité. Parce que le sentiment de vulnérabilité est accru par l'apparition de nouvelles perceptions du danger. De nouveaux risques sont liés au niveau toujours élevé de chômage, au délitement du lien familial, à la précarité des emplois dans la vie professionnelle, à la formation insuffisante à l'esprit d'entreprise, au rejet du goût du risque.

Ces nouveaux dangers sont dus à la véritable métamorphose que la révolution numérique apporte aux activités humaines en France et ailleurs et fragilisent les protections imaginées de longue date au profit de la santé, de la prévoyance des retraites. Ainsi, les Français ont peur. Ils ont peur de l'avenir, tout en se déchirant sur le présent (à propos des réformes) et en combattant le passé (guerre des mémoires).

Selon une formule du général de Gaulle "*On ne remporte pas de victoire sans combattre*". Sur notre planète, il n'existe pas de rendement supérieur à 100 %. Par conséquent, pour obtenir des résultats, il faut investir, faire des efforts, prendre des risques (mesurés). C'est pourquoi, l'inscription du "*Principe de précaution*" dans la Constitution, la législation sur la Réduction du Temps de Travail sont autant de mesures démagogiques, qui se lisent en messages destructeurs chez les nouvelles générations. Ils donnent à la population active l'idée (fausse) que l'on peut gagner sa vie, mieux, en travaillant moins, tout en prenant le moins de risques possibles.

Ces mesures démagogiques sont le fait de gouvernants, ils réagissent ainsi pour répondre aux attentes de l'opinion publique qui émanent de la société civile intérieure que de l'opinion internationale extérieure. Mais ces réactions ne constituent pas une politique.

- **2-Puissance, État-nation, souveraineté**

Puissance / Pouvoir = Power. Il n'y a qu'un seul mot en anglais pour parler de puissance ou de pouvoir. Cela confirme que le mot "*puissance*" en français indique la constatation d'un état de fait, d'une personne ou d'une organisation qui peut beaucoup, d'où le terme de grande puissance (militaire). C'est une notion statique. En revanche, le mot "*pouvoir*", exprime la disposition de moyens de toute nature, de tout niveau, permettant d'agir sur quelqu'un, sur quelque chose, avec une autorité, une influence... C'est une notion dynamique.

Le "*Structural Power*" (Susan Strange). Cette universitaire britannique a associé son nom à une théorie qui entendait traiter d'économie politique. Un premier ouvrage, "*States & Markets*", publié en 1988 a été réédité en 1998. Elle y montrait qu'il ne fallait pas séparer la

politique de l'économie. En 1986 et en 1998, elle publie "Casino Capitalism" et "Mad Money", deux titres prémonitoires de la crise financière de 2008. À partir des "subprimes", cette crise financière s'est étendue au monde entier, avec des produits dérivés, la "titrisation". Susan Strange voyait les États-nation perdre de leurs marges de manœuvre du fait de la mondialisation de l'économie.

Quelque trente ans plus tard on ne peut que reconnaître la justesse de son analyse. Ainsi, la notion de puissance structurelle était au départ essentiellement économique et militaire. Du fait que les nations européennes avaient appelé les États-Unis d'Amérique au secours, ruinés par la première guerre mondiale. Au XXI^e siècle, la puissance structurelle s'est enrichi de nombreux et nouveaux aspects non seulement économiques et militaires, mais aussi politiques, culturels et sociaux. Et l'aspect économique s'est transformé en un puissant capitalisme financier, dérégulé, "criminogène"⁷ qui dicte sa loi aux pauvres et aux démunis, individus aussi bien que nations, endettés.

- La multiplication des acteurs du jeu international

De nouveaux acteurs sont apparus avec la dérégulation du secteur de la Banque/Assurance américaine, de l'importance des sociétés d'audit/expertise comptable, des multinationales et de la bureaucratie, comme les agences de notation, la Banque mondiale, le FMI. Ces derniers représentent le bras armé des États puissants. Sans oublier les mafias et le crime organisé phénomène que Susan Strange considérait, à son époque, comme marginal. Cette bureaucratie impose aux petits pays des règles de gestion de leurs finances publiques qu'eux-mêmes ne suivent pas. (Exemple de la Grèce).

Au moment des publications de Susan Strange, la puissance américaine paraissait sur le déclin. La théorie de Susan Strange voulait que les USA n'aient pas l'intention de cesser d'être des leaders, mais qu'ils pouvaient utiliser leur puissance économique sans être obligé d'utiliser la coercition, non seulement pour préserver leurs intérêts propres, mais aussi ceux du système international dans son ensemble.

Plus près de nous, le théoricien des relations internationales Joseph Nye affirmait que les États-Unis pouvaient rester le pays le plus puissant du monde, parce qu'ils possèdent à la fois le "hard power", les plus importantes ressources militaires et le "soft power" le pouvoir d'influence : la carotte et le bâton ! Le "soft power" serait aujourd'hui la forme de puissance ayant le plus d'importance, notamment du fait des bouleversements liés à la mondialisation : ouverture des frontières, baisse du coût des communications, multiplications des problèmes transnationaux, auxquels on ne peut qu'apporter une réponse globale, comme le terrorisme, le réchauffement climatique, les trafics (êtres humains, armes, drogues, contrefaçons), épidémie...

On trouve que l'ensemble des ressources de la persuasion et de la séduction s'avèrent moins coûteuses que les ressources coercitives. Comme le souligne Joseph Nye, "au fur et à mesure que la complexité des acteurs et des questions s'accroît, l'utilité de la force décroît et les lignes de partage entre politique intérieure et politique extérieure s'estompent".

Cependant, les États-Unis conservent une forme de pression sur la vie de tous les acteurs, les taux d'intérêt et les taux de change, puisque la plupart des États-nation sont endettés et sont emprunteurs. La finance même encore aujourd'hui peu régulée rend les marchés instables et volatiles ce qui stimule la spéculation financière. C'est l'économie "Casino" que Susan Strange dénonçait déjà. De plus, les États-Unis imposent leur législation financière, ce qui a pour conséquence, affirme-t-elle, le fait que la libre compétition mondiale est un leurre. Car les multinationales et les marchés financiers fixent les règles du jeu, s'organisent

⁷ Jean-François Gayraud - L'art de la guerre financière. Odile Jacob. avril 2016. Suite de son précédent ouvrage : Le nouveau capitalisme criminel. Odile Jacob. 2014.

sournoisement en cartels. Or, l'économie a besoin d'être régulée, afin de répondre au discrédit des hommes politiques appartenant à des États qui sont en mesure de gérer leur marché national, mais qui négocient avec les multinationales pour accueillir des installations, créer des activités et des emplois, à coups de dérogations fiscales ou de primes.

- Les dangers de l'hubris occidentale

Ces considérations avaient été formulées avant que les attentats du 11 septembre 2001 sur les "twin towers" du World Trade Center et sur le Pentagone, aient fait découvrir aux Américains leur vulnérabilité. Ensuite, par réaction vis-à-vis de l'opinion publique, les néoconservateurs se sont lancés dans une politique impériale, appuyée sur des valeurs occidentales, postulées comme universelles, devant s'imposer à tous et s'appliquer partout. Donc, Bush Junior décida d'imposer la démocratie en Irak, avec les dégâts que l'on sait. La démesure, dont les Grecs disaient qu'elle menaçait souvent les projets des humains et dénaturait leurs meilleures intentions était de nouveau à l'œuvre ! Aujourd'hui, à la fin des deux mandats d'un Barack Obama infiniment plus prudent, cette approche du type "soft power" semble être redevenue d'actualité avec la formule émise par le Président qui est restée dans les mémoires, "leading from behind".

Comment favoriser l'apaisement de la situation internationale actuelle ? L'analyse ci-dessous s'inspire d'un article publié⁸ par Bertrand Badie, professeur à Sciences Po et chercheur au CERI (Centre d'études et de recherches internationales). Face à un monde tourmenté, il faut repenser les grilles d'analyse, souligne-t-il, en raison de la prolifération des acteurs, pour aller au-delà du jeu des États-nation. L'Europe avait inventé, lors des traités de Westphalie (1648), le système des relations équilibrées entre États souverains et territorialisés. Leur compétition s'est déroulée en vase clos, malgré de nombreux conflits, dans une certaine homogénéité du fait de niveau de culture et de développement économique et social comparables. De plus, les dirigeants étaient reliés par de fortes relations de parenté.

Ce système est maintenant en décalage avec la réalité de la mondialisation. "Américaine ou européenne, la vision occidentale prédominante a été triomphaliste et n'a tenu aucun compte de ce que ressentait "the rest", c'est à dire tous les autres"⁹. Le reste n'est pas à notre image, c'est pourquoi la politique d'ingérence de l'Occident est contre-productive. L'école dite "réaliste" menée par Hans Morgenthau dans son ouvrage "Politics Among Nations : The Struggle for Power and Peace" (1948), reprend l'idée de "Puissance" vainqueur du mal, notamment du nazisme. Ainsi, est née la politique de puissance, (*Hard power*), les relations par rapports de forces. Mais la puissance est devenue impuissante, car, d'après Bertrand Badie, elle nous a fait manquer trois rendez-vous.

- La décolonisation. Particulièrement douloureuse pour la France en Indochine et en Afrique du Nord, les occidentaux ne se sont pas rendu compte de la différence de temporalité. Les autres n'évoluent pas au même rythme que nous, n'ont pas les mêmes intérêts, ni souvent pas la même vision du monde : « *Nous ne sommes plus seuls au monde* », comme l'écrit Bertrand Badie.

- La mondialisation. Le tiers-monde, les pays non-alignés se sont réunis à Bandoeng en 1955 et sont restés en panne, dans les inégalités, parce que nous n'avons pas pris la peine de les insérer dans le jeu international, dans le cadre de rapports équilibrés, de puissance à puissance. Les enjeux sociaux-économiques inégaux stimulent la mobilité, les échanges de biens (véritables et contrefaits et d'individus fuyant la misère, d'où les vagues de migrants et de réfugiés). L'interdépendance des États fait que le faible dépend du fort et réciproquement, comme l'a montré la crise grecque ces derniers mois. Les Chinois nous ont montré les succès

⁸ La Scène internationale dans la tourmente -Futuribles. N° 411. Mars-avril 2016.

⁹ Le monde au défi - Hubert Védrine. Librairie Arthème Fayard. 2016.

de leur stratégie subtile de coopération (gagnant/gagnant), en lieu et place de conflit frontal. La diplomatie se joue entre les États, mais désormais avec un troisième intervenant, formé par les multinationales, ou les ONG, ou les associations, ou la bureaucratie internationale.

- La fin de la bipolarité. La chute de l'URSS a montré l'échec de la politique de force, du "*Hard power*". Il faut toujours penser à l'après-affrontement armé. Les responsables (Pentagone CIA, OTAN) du bloc occidental de la guerre froide s'étaient endormis dans la routine. Ils ont été frappés de stupeur par la soudaine implosion de leur ennemi. Or, être en guerre implique de préparer les conséquences de la victoire. On sait qu'il est plus facile de gagner la guerre que de gagner la paix. Or, pour les territoires situés derrière le rideau de fer, à la fin de la guerre froide, rien de comparable à l'AMGOT (Allied military government for occupied territories), qui avait rendu de Gaulle furieux à l'occasion de la libération du territoire français en 1944, n'avait été prévu. On se trouve désormais avec le problème d'une Russie qui remâche l'humiliation d'avoir été abandonnée à elle-même, après l'épisode Gorbatchev.

Il est souhaitable de restaurer la coopération dans un monde international dépourvu désormais de pôles, en s'inspirant de la méthode des asiatiques, eux qui sont très sensibles à la "face". Mieux vaut éviter les humiliations et le ressentiment des peuples, car ce sont des sources de désirs de vengeance ou de revanche. Il faut alors mettre l'accent sur le "*smart power*", c'est-à-dire sur l'action "*intelligente*", celle qui pratique l'empathie, le dialogue, la coopération et se comporte, en réalité, en "*vrais*" diplomates.

Sans doute la vision de Bertrand Badie peut prêter le flanc à la critique. Elle relève d'un certain "*wishful thinking*" quelque peu idyllique. Certes, le mieux serait de bannir totalement l'utilisation de la violence. Elle est souvent contreproductive et peut conduire à l'inverse du but recherché. C'est l'effet "*Serendip*" décrit par Alain Peyrefitte¹⁰. Mais face aux criminels que sont les terroristes, il faut pouvoir se défendre, y compris les armes à la main.

Il est souhaitable de re-connaître les autres acteurs afin de les aider à s'insérer dans le monde actuel et cela implique de faire de gros efforts pour connaître les autres, ne pas en avoir peur, ne pas les stigmatiser. Le philosophe Francis Balle nous prévient : nous sommes à la fin d'une période de métamorphose. Le XXI^e siècle peut réellement commencer¹¹. Mais la modernité nous a été livrée sans boussole. Le moment est venu de donner, à l'école et aux médias, les moyens de regagner le terrain cédé aux intégrismes. Rendons leur autorité aux arts, à l'histoire, à la littérature, à la philosophie. Bref, à la culture. Il ajoute que la coopération est possible à condition de connaître la culture (la civilisation) des autres... et de la sienne. Et chacune d'entre elles, dans ce qu'elles ont de meilleur. Car, affirme Francis Balle, on ne peut s'allier que par le haut, en mettant en commun ce que chacun a de meilleur.

Il est souhaitable de recréer du lien social avec l'outil de la solidarité, afin d'établir des relations internationales pacifiques sur la planète Terre. Parce que sa population va passer de 7 milliards d'habitants, aujourd'hui, à environ 10 milliards en 2050/2060. Quel enjeu ! Quel défi, que d'apporter, en gérant avec intelligence les inévitables conflits, la sécurité des personnes et des biens, l'alimentation, la santé, l'éducation, l'activité, la prospérité à cette masse.

Hubert Védrine ancien ministre des Affaires étrangères de la France, conclut son dernier ouvrage, "*le Monde au défi*", en suggérant de transformer la géopolitique en géo-écologie et de créer un PIB-E (E pour Écologie), capable d'intégrer la valeur de notre patrimoine naturel. En mesurant ce qui l'appauvrit et ce qui l'enrichit. On avait déjà vu l'impasse que constituent les classements d'après le PIB, puis le PIB par habitant, puis le PIB assorti de IDH, l'indice de développement humain

¹⁰ Alain Peyrefitte - Le Mal français. Fayard. 1976.

¹¹ Le choc des incultures - Les vrais perdants de l'hyper modernité. Francis Balle. Les Éditions de l'Archipel. 2016.

La France dispose de toutes les cartes pour réussir une démarche proposée de longue date : celle de passer de l'économie politique à l'écologie politique. Sauf que le problème sera de faire accepter la disparition des privilèges que représente le mode de vie des occidentaux. Car il faudrait dix planètes comme la Terre pour disposer des ressources et des matières premières nécessaires, si les 10 milliards d'êtres humains voulaient vivre comme des occidentaux en 2050 ! Sans parler de la prise de conscience pour

Structural power, hard, soft, smart power, power politics... tout à déjà été dit, écrit, publié enseigné... Ce qui est étrange, c'est de constater, malgré tout le travail des intellectuels, des chercheurs, des experts, l'aveuglement, les erreurs des gouvernants, leur lâcheté devant la réalité et les décisions difficiles à prendre.

"*Pourquoi faut-il toujours attendre pour diagnostiquer un mal, qu'il soit devenu incurable ?*"¹² Et, Jean Raspail¹³, dans un roman prémonitoire, publié pour la première fois en 1973 et qui en est aujourd'hui à sa huitième réédition, montrait la décomposition de la société française devant l'imminence du débarquement d'un million de sous-développés sur les côtes de Provence.

En Europe, nous devons faire face au potentiel de migration que représente l'Afrique subsaharienne. Elle compte en 2015, cent millions d'habitants. Elle en comptera deux cent millions en 2035 ! Comme le souligne Serge Michailof¹⁴ (diplomate et ancien directeur à la Banque mondiale), du fait de l'inadéquation des aides internationales et des interventions occidentales, un drame est en train de se préparer. Car cette population est en grande partie composée de jeunes gens. Ils auront besoin de créer et de trouver des emplois.

En se référant à un "*bien public mondial*", Serge Michailof dénonce "*un mal public mondial*", susceptible de fragiliser la sécurité internationale et celle de nos banlieues.

3- Mise en perspective historique du sujet : la France déstabilisée dans un monde métamorphosé

Dans l'histoire occidentale, depuis la fin des guerres de religion au moins, sans remonter à un Empire romain, bien lointain mais pourvoyeur de mythes, la puissance de l'État a toujours été vue, ressentie, voire désirée comme source de sécurité par la population. En France, et dans l'imaginaire politique français en particulier, c'est en jouant ce rôle de garant de la sécurité et du droit que l'État est parvenu à rassembler en corps "*cet agrégat de peuples désunis*". Sous une tutelle sécuritaire ferme, à l'abri du pré-carré, l'État a littéralement créé la Nation, a fait éclore une culture originale épanouie dans une langue commune.

Les combats politiques internes ont pu être inexpiables, entre catholiques et protestants, entre monarchistes et républicains, entre bourgeois et prolétaires, entre cléricaux et libéraux, jamais ces camps irréconciliables n'ont mis en cause l'idée d'un État protecteur dont la mission première était bien d'assurer la sécurité des populations, et qui avait donc pour obligation de disposer de la puissance et des moyens nécessaires.

Cet État créateur d'identité nationale, vivifié par les principes de 1789 devenus devise nationale, pacifié par la laïcité, a favorisé l'apparition d'une vraie originalité, celle d'une société multiculturelle, diverse mais non communautariste. Issue de la Révolution, "*une et indivisible*", la République a toujours été ouverte sur l'étranger et aux étrangers.

¹² Fin du siècle des ombres-Chroniques politiques et littéraires - Jean-François Revel. Librairie Arthème Fayard. 1999.

¹³ Le camp des Saints - Jean Raspail. Éditions Robert Laffont. 1973

¹⁴ Serge Michailof - Africanistan - L'Afrique en crise va-t-elle se retrouver dans nos banlieues ? Librairie Arthème Fayard. 2015.

Tôt confrontée au XIX^e siècle à une démographie peu dynamique, la France a accueilli, certes pas toujours sans drames ni tensions, des vagues successives de migrants, venus chercher travail et meilleures conditions de vie pour eux et leurs familles.

Ces nouveaux venus ont vite bénéficié, par la scolarisation de leurs enfants, par le service militaire, d'une intégration, puis d'une assimilation dans une République qui reconnaissait largement les droits des individus, mais jamais ceux de groupes particuliers.

Cet État national original subit depuis des décennies les assauts d'une modernité que la population redoute, car elle sent bien que le modèle traditionnel qui a fait la cohésion du pays en souffre. La construction de l'Union Européenne entraîne des délégations croissantes de souveraineté qui peuvent être ressenties comme un affaiblissement du pouvoir de l'État, alors que le système européen, purement juridique, ne procure ni puissance ni sentiment de sécurité aux Européens.

Le système productif pourvoyeur d'emplois nombreux et de qualifications variées subit la concurrence de productions à bas coûts et de technologies innovantes : l'agriculture vue comme un pilier traditionnel de l'économie et de la culture nationale recule devant les importations, les grandes usines et quantité de productions anciennes disparaissent dans une nouvelle révolution industrielle. Même si de nouvelles activités éclosent, elles ne compensent pas les emplois envolés, et un chômage de masse, croissant d'année en année, ronge en profondeur la société française, installant pauvreté et désespérance sociale. Des processus insidieux de déstructuration et de dissociation sociale sont en cours, mettant en cause la cohésion même du corps social.

Or, dans cette économie où l'emploi manque, l'immigration continue, poussée par la misère et les désordres de toutes origines dans les pays de départ, aspirée par les politiques de regroupement familial mises en œuvre depuis les années 1970. Les mécanismes anciens d'intégration et d'assimilation, l'emploi, certes, mais en particulier l'école, semblent avoir perdu de leur efficacité, et si quantité de migrants continuent à se fondre dans la population, des revendications communautaristes, parfois relayées par des élus à la recherche de paix sociale à court terme, souvent soutenues par des associations d'aide aux migrants, se font jour, parfois bruyamment, et toujours en contradiction totale avec le "*modèle français*".

L'assaut-surprise du terrorisme, bon marché, moderne, efficace et destructeur ajoute à la confusion ambiante.

Dans cette atmosphère de remise en cause générale des situations anciennes, les ressorts traditionnels de l'imaginaire politique national, que l'on pouvait croire affaiblis ou oubliés, rejouent à plein, et la population se tourne spontanément vers l'État, dont elle attend qu'il utilise sa puissance pour assurer sa sécurité.

Spontanément - et de manière parfaitement inattendue pour beaucoup - sont réapparus au grand jour le besoin d'identification nationale, la force et la prégnance de symboles facilement jugés dépassés, la Marseillaise, le drapeau...

Comment l'État, en 2016, peut-il continuer à jouer le rôle que la population attend de lui et qui le légitimise ? De quelle puissance dispose-t-il, quels moyens peut-il encore mobiliser pour assurer la sécurité des Français ?

4- Transformée, la puissance n'a pas disparu

La France une "*puissance d'influence*".

Déjà au temps de Richelieu, la puissance n'était pas qu'une affaire de troupes et de canons, mais aussi de rayonnement et de culture. Pour y parvenir, notre pays dispose d'un certain nombre de moyens, qui participent de son rayonnement.

Dans un paysage international éclaté, la France n'est évidemment pas l'égale en puissance des États-Unis ou de la Chine, mais grâce à ses atouts, elle est un acteur d'importance dans chacune des différentes dimensions de la puissance. Toutefois, les limites

de son action seront, sur le long terme, définies par son poids économique et ses choix budgétaires.

Parmi les atouts signalons la réactivité. En quelques heures la France peut se projeter militairement sur un théâtre d'opérations où elle décide d'intervenir et voir rapidement son action couronnée de succès, même si, en raison de l'instabilité des zones d'intervention, l'enjeu ultime de gagner la paix se révèle être une œuvre de longue haleine.

Cette capacité de projection d'un pays doté de moyens conventionnels et nucléaires est un élément clé de puissance d'un État dans les relations internationales.

La composante économique est un des fondements de la puissance française. Cinquième ou sixième puissance économique mondiale, elle reste présente dans le domaine de la R&D, où elle occupe la quatrième place pour le nombre de brevets délivrés.

Le poids politique et diplomatique est aussi important. La France est un membre permanent du Conseil de sécurité et appartient à d'autres cercles restreints où se prennent les décisions qui influent sur le monde : Conseil de sécurité de l'ONU, G8 et G20, OTAN, OCDE, Conseil des gouverneurs de l'AIEA. Et notre réseau diplomatique est le 2ème au monde.

Un autre élément d'influence, c'est le rayonnement culturel, intellectuel et scientifique : 14 prix Nobel de littérature ; 11 médailles Fields.

De la même manière la langue est un élément absolument essentiel d'influence. Le français est langue officielle des Nations Unies et de 29 États, c'est l'une des trois langues de travail de l'Union européenne. Il est parlé aujourd'hui par plus de 220 millions de personnes dans le monde comme langue première ou seconde.

Cette action s'appuie sur un réseau culturel de grande ampleur (une centaine d'instituts culturels, un millier d'Alliances françaises, 27 instituts de recherche en sciences humaines et sociales, 160 missions archéologiques), ainsi que sur des moyens audiovisuels de diffusion au sein de l'espace francophone.

5- Propositions

- Justifications

À la suite des réflexions qui précèdent, nourries par les échanges qu'il a pu mener avec différents interlocuteurs, le groupe mesure la complexité actuelle de la question soulevée par le sujet. Sécurité et puissance... comme tout était simple, avant !

Le besoin de sécurité ressenti par la population semble bien majeur, et ne peut être comblé que par l'État : dans ce domaine, l'Union Européenne n'est d'aucun secours et ne bénéficie pas de la confiance de la population, comme l'a montré le referendum de 2005 ; de plus, l'UE ne fournit aucune sécurité aux frontières, et n'a pas d'outil de sécurité intérieure, autre que la coopération judiciaire.

La réponse doit donc venir du pays lui-même. Et que le "*modèle français*", fait de crédibilité, de transparence et d'exemplarité, soit capable d'incarner la "*puissance d'influence*" retrouvée de la France.

Or l'exigence de sécurité qui émane des populations souligne également le manque de cohésion sociale et nationale qui marque la société française, les réactions aux événements de 2016 n'ayant pas été unanimes, contrairement à une première impression.

Un sentiment d'inefficacité, ou pire, d'incapacité, des élites politiques gagne également une partie significative de la population, et participe de ce climat répandu d'insécurité.

Le phénomène de défiance vis-à-vis des élites politiques est planétaire. Ce mouvement de contestation s'est illustré au départ, avec le succès mondial du petit pamphlet de Stéphane Hessel "*Indignez-vous*", il a été suivi par Podemos en Espagne, Siriza en Grèce, Les Pirates en

Allemagne, Occupy Wall-Street à New-York et récemment en France, avec le mouvement Nuit debout, sans parler des lanceurs d'alerte comme les plus célèbres, l'Américain Edward Snowden et l'Australien Julian Assange pour dénoncer les atteintes aux libertés publiques.

Le discrédit des élites politiques est la conséquence des échecs de toutes les politiques menées après les attentats terroristes du 11 septembre 2001 et de la crise économique et financière de 2008.

Colère devant la relance monétaire qui a fait repartir l'économie américaine sans augmentation des salaires et en creusant très fortement les inégalités.

Colère devant la complaisance des élites, vis-à-vis d'un capitalisme déconsidéré par la dérégulation, la finance criminogène, les fraudes, l'évasion fiscale, le blanchiment de l'argent du crime organisé, puissant facteur de corruption.

Colère devant les erreurs des États-Unis d'Amérique, déclarant la guerre contre le terrorisme, contre l'Axe du mal, voulant imposer la démocratie à marches forcées au Moyen-Orient, tout en pratiquant le "*Faites ce que je vous dis, ne faites pas ce que je fais*", ce qui est la pire façon de gouverner.

Colère devant les inégalités qui se creusent et le spectacle de la cupidité de ceux qui s'empressent de se servir (salaires des grands patrons, retraites chapeaux, course aux places, aux sinécures), pendant qu'il est encore temps.

Ce qui confirme la capacité irremplaçable des artistes de flairer l'air du temps, très en avance. Comme pour le point de départ de l'étude, rappelons pour finir, le titre "*Take the Money and Run*", du film de Woody Allen qui date de 1969. C'est l'histoire d'un personnage maladroit, complexé, à l'image de Woody Allen lui-même, qui essaye de se faire place au soleil en volant de l'agent et qui finit par être mis définitivement hors d'état de nuire. Ce qui est moral !

Face à la situation complexe de la France dans le monde, le groupe, tout en mesurant les difficultés ou les insuffisances de la solution, propose la mise en place d'un Organe de Protection Nationale.

- Créer un Organe de Protection Nationale

Un Organe de Protection Nationale pour agir sur les périls intérieurs

- Reprendre les missions de la réserve opérationnelle.
- Participer au plan Sentinelle, ou toute autre action comparable, limitée au territoire national, afin de libérer de ces missions les forces combattantes, mieux employées ailleurs.
- Renforcer la logistique des armées sur le territoire national.

Un Organe de Protection Nationale composé de :

- la réserve opérationnelle
- les membres de l'IHEDN
- et, sur la base du volontariat :
 - Les anciens militaires
 - La réserve citoyenne
 - Tous les citoyens, hors militaires et forces de l'ordre.

Un Organe de Protection Nationale, comment ?

- Un ensemble de personnels unifiés par une formation adéquate.
- Cet organe dispose d'un statut militaire et d'une doctrine d'emploi précise.
- Il est composé de 400 000 hommes formés, armés et équipés.
- Les missions sont assurées en détachement de la vie professionnelle, 4 à 8 semaines par an, planifiées plusieurs mois à l'avance et ne pouvant faire l'objet d'appel à la mobilisation.

Un Organe de Protection Nationale efficace : les conditions de la réussite

- Remettre en avant la nation Française et la notion de patrie.
- Définir une doctrine d'emploi.
- Disposer d'un cadre juridique pour organiser la légitimité des périodes de détachement professionnel :
 - pour l'employeur :
 - législatif : obligation d'effectif minimum
 - incitatif : avantages comme des réductions de charge patronales
 - pour le détaché :
 - perception d'une indemnité non imposable en fonction de son grade.

- Conclusion

L'IHEDN représente le carrefour idéal pour mener cette action.

L'Institut, situé à l'École militaire, est porteur des valeurs de la militarité. Il est voisin d'organismes partenaires utiles comme, par exemple, la Commission Armées-Jeunesse du ministère de la Défense. Il intervient dans la société civile avec son action d'information et de formation, notamment auprès des jeunes générations pour développer le lien entre la nation et ses armées et stimuler l'esprit de défense. Son réseau puissant comporte une utile démultiplication auprès des élus locaux et des membres de l'enseignement, avec le Séminaire CNC (Cohésion Nationale et Citoyenneté) qui a désormais plus de dix ans d'existence.

L'hyperpuissance américaine, avec ses erreurs, a ouvert la boîte de Pandore, dont les maux se sont répandus sur la Terre. L'administration Obama a essayé de remettre en place le couvercle. Cependant, comme dans la mythologie, au fond de la boîte, il reste ce que les grecs appelaient "*elpis*", c'est à dire l'appréhension, la crainte irraisonnée de maux nouveaux

Ainsi, une nation qui n'a plus la puissance d'assurer la sécurité des citoyens qui la composent est menacée dans son existence même.

C'est pourquoi, la meilleure façon de ne pas céder à la peur, c'est de susciter de l'espoir dans la population des jeunes générations. Celles qui, de toutes origines, vivront entre maintenant et les années 2050/2060. Il faut former des "*leaders*", de futurs dirigeants, capables de porter des projets d'avenir.

Jean-Paul Delevoye¹⁵, ancien président de l'Association des maires de France, ancien médiateur de la République, ancien président du CESE (Conseil Économique, social et Environnemental) participait à un colloque organisé le 14 septembre 2015, par l'Association des auditeurs IHEDN de l'Île de France-AR 16, sur le thème "*Comment le vivre ensemble est-il vécu ?*". Il concluait son exposé par la citation du philosophe Pierre Teilhard de Chardin.

***L'avenir appartient à celles et ceux
qui offrent aux générations futures les raisons d'espérer.***



¹⁵ Jean-Paul Delevoye - Reprenons-nous ! Le burn-out de la société française : comment en sortir ? Tallandier. 2012.

Annexes

Calendrier des réunions du groupe

2015 10 06 - Réunion 01 - Constitution du groupe, désignation des fonctions.

2015 11 05 - Réunion 02 - Réunion du groupe pour échanges de vues.

2015 12 09 - Réunion 03 - Réunion du groupe pour échange de vues.

2016 01 07- Réunion 04 - Réunion du groupe pour échange de vues.

2016 02 09- Réunion 05 - Réunion du groupe pour entendre le général Alexandre LALANNE BERDOUTICQ.

2016 03 17- Réunion 06 - Réunion du groupe pour entendre le Préfet honoraire Patrice MOLLE ancien directeur adjoint de l'IHEDN.

2016 04 14 - Réunion 07 - Réunion du groupe pour échange de vues.

2016 04 21- Réunion 08 - Réunion du groupe pour entendre le général Alexandre LALANNE BERDOUTICQ.

2016 05 09 - Réunion 09 - Réunion du groupe pour entendre le colonel Eric TARANSAUD.

2016 05 24 - Réunion 10 - Réunion du groupe pour mise en place du rapport.

2016 05 31- Réunion 11 - Réunion du groupe pour première relecture du rapport.

=====